



Distr. : GENERALE

E/ECA/CAMI.14/ICE/99/8  
14 juillet 1999

**NATIONS UNIES  
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Original : FRANCAIS

---

**COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE (CEA)  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI)  
ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE (OUA)**

Réunion du Comité intergouvernementale  
plénier d'experts sur l'industrialisation  
de l'Afrique

Dakar (Sénégal)  
18-19 octobre 1999

Quatorzième réunion de la Conférence  
des Ministres africains de l'industrie

Dakar (Sénégal)  
22-23 octobre 1999

**TENDANCES ACTUELLES, APPROCHES ET  
STRATEGIES EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT  
DU SECTEUR PRIVE EN AFRIQUE**

**RAPPORT DE SYNTHESE  
DES ETUDES DE CAS SOUS-REGIONALES**



Distr. : GENERALE

E/ECA/CAMI.14/ICE/99/8  
14 juillet 1999

**NATIONS UNIES  
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

Original : FRANCAIS

---

**COMMISSION ECONOMIQUE DES NATIONS UNIES POUR L'AFRIQUE (CEA)  
ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI)  
ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE (OUA)**

Réunion du Comité intergouvernementale  
plénier d'experts sur l'industrialisation  
de l'Afrique

Dakar (Sénégal)  
18-19 octobre 1999

Quatorzième réunion de la Conférence  
des Ministres africains de l'industrie

Dakar (Sénégal)  
22-23 octobre 1999

**TENDANCES ACTUELLES, APPROCHES ET  
STRATEGIES EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT  
DU SECTEUR PRIVE EN AFRIQUE**

**RAPPORT DE SYNTHESE  
DES ETUDES DE CAS SOUS-REGIONALES**

## TABLE DES MATIERES

	Page
I. Introduction	
II. Présentation du secteur privé au niveau national	2
2.1. Atouts, limites et obstacles majeurs concernant le développement du secteur privé	2
2.2. Climat d'investissement en Afrique	5
2.3. Développement des investissements en zone franc	6
III. Tendances et stratégies africaines aux niveaux sous-régional et régional	7
3.1. Face à la mondialisation, un espace juridique communautaire	7
3.2. Industrialisation	8
3.3. Situation de l'économie africaine	9
A. Sous-région de l'Afrique de l'Ouest	10
a) Economie des pays de l'UEMOA	10
b) Politiques et stratégies	10
c) Instruments de base de l'UEMOA	11
d) Exemple de coopération d'industriels privés en Afrique de l'Ouest	14
B. Sous-région de l'Afrique centrale	16
C. Sous-région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe	17
D. Sous-région de l'Afrique du Nord	19
IV. Approche intégrée pour le développement du secteur privé : expérience asiatique et enseignements à tirer pour l'Afrique	
4.1. Stratégies en faveur de l'exportation : leçons permettant l'application de réformes en Afrique	20
4.2. Appui aux petites et moyennes entreprises (PME)	21
4.3. Développement des infrastructures et du capital humain	22
4.4. Enseignements concernant le secteur financier	22
V. Enseignements de la crise économique et prévention des crises	23
5.1. Enseignements de la crise économique asiatique	23
5.2. Prévention des crises	25
VI. Conclusions et recommandations	25
6.1. Au niveau national	26
6.2. Aux niveaux sous-régional et régional	28
6.3. Au niveau de la CEA	30

## I. INTRODUCTION

1. Le développement du secteur privé devait occuper une place importante dans les stratégies et programmes de transformation économique des pays africains. Loin derrière les pays industrialisés et certains pays du tiers monde, l'Afrique doit, pour entrer dans la compétition commerciale et financière, investir en matière de ressources humaines, développer des capacités de production industrielle avant de prétendre à une place confortable dans le cadre de la mondialisation.

2. Le manque de compétences en Afrique en matière de gestion des entreprises privées est le fait des politiques coloniales et des politiques adoptées par les dirigeants africains qui, au lendemain des indépendances, ne soutenaient que les entreprises publiques. Avec le temps, la liste des contraintes freinant le développement des entreprises en Afrique s'allonge et continuera de s'allonger si on ne définit pas le rôle que l'Etat et les partenaires extérieurs du développement doivent jouer dans tout programme d'action aux niveaux national, sous-régional et régional, tendant à la création d'infrastructures de base, à la valorisation des ressources humaines, au développement d'entreprises spécifiques, à la formation de nouveaux entrepreneurs et au renforcement des capacités des entrepreneurs.

3. Pour combler son retard et se mettre au diapason du développement, l'Afrique doit accorder une importance capitale au développement du secteur privé et s'atteler à la formation d'entrepreneurs dans tous les secteurs considérés comme prioritaires afin de s'assurer un développement économique et social harmonieux et durable.

4. Dès leur accession à l'indépendance, certains pays africains, ont réalisé un grand effort d'investissement et porté leur choix sur le libéralisme économique et l'initiative privée. Ils ont enregistré pendant longtemps des résultats fort probants. A partir des années 80, la chute des cours des matières premières et les différents chocs pétroliers (1973 et 1979) ont entraîné une réduction drastique des moyens de paiements des Etats africains.

5. Afin de faire face à la situation, nombreux sont les pays africains qui se sont embarqués dans les programmes d'ajustement structurel avec l'appui de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ces programmes d'ajustement n'ont pas eu les résultats escomptés. Les pays africains se sont alors engagés dans des programmes de politique économique prônant le développement du secteur privé, le recentrage du rôle de l'Etat sur des activités de régularisation, de contrôle et de sécurisation de l'environnement et de l'activité économique, sur le désengagement des secteurs de production et l'application de réformes orientées vers des programmes de privatisation des entreprises publiques.

6. En 1994, la zone franc connaît une dévaluation qui a insufflé à quelques pays un nouvel élan de développement économique. En effet, l'application de certaines politiques et stratégies favorables au développement du secteur privé a permis, dans certains pays, de retrouver le chemin de la croissance grâce à l'assainissement du milieu des affaires ; ce qui a redonné confiance aux opérateurs économiques qui se sont mobilisés sur le chemin des investissements.

7. La mauvaise gouvernance qui conduit irrémédiablement à des vagues de violence risque de précipiter de nombreux pays africains dans une crise ayant pour toile de fond une alarmante pauvreté si les dirigeants africains continuent de privilégier leurs intérêts égoïstes au détriment du besoin de changement et du respect des droits de l'homme.

8. Sur la base de ce qui précède, les pays africains ont élaboré des orientations stratégiques dynamiques pour faciliter le développement du secteur privé.

9. Le présent document s'intéresse particulièrement aux mesures prônant le développement du secteur privé et examine les différentes difficultés auxquelles ce secteur est confronté, afin de proposer des solutions pratiques ainsi qu'un programme d'action pour le développement du secteur privé. Il est proposé, en conclusion, des modalités pour l'application du programme d'action.

## **II. PRESENTATION DU SECTEUR PRIVE AU NIVEAU NATIONAL**

10. L'économie africaine dispose d'atouts réels pour attirer l'investissement étranger. Toutefois, force est de reconnaître aussi que ces atouts s'accompagnent de handicaps souvent non négligeables pour les opérateurs désireux d'investir.

### **2.1. Atouts, limites et obstacles concernant le développement du secteur privé**

11. En Afrique, chaque pays a ses particularités. S'il existe souvent des points communs, il n'en demeure pas moins vrai que chaque pays connaît un développement économique et une situation politique qui lui sont propres et possède des atouts différents pour attirer les investisseurs potentiels. Les Africains sont, comme les autres, capables de créer, de développer et de diriger des entreprises susceptibles de contribuer au développement économique et social. Face à ces capacités et à ces atouts, il existe d'énormes limites et obstacles.

#### **i) Atouts**

12. Dans certains pays, les matières premières (mines, métaux, pêche, produits agricoles) sont le premier grand atout. Les pays stables engagent des réformes audacieuses en matière d'ouverture et de lutte contre la corruption, le banditisme et la pesanteur administrative. Ces pays bénéficient du soutien de certains pays

développés et de la communauté financière internationale qui leur offrent des privilèges et les qualifient de bons élèves.

13. De nombreux Etats se sont également engagés dans un programme d'africanisation des cadres, de création de services d'appui fournissant aux rares entrepreneurs des capitaux de départ, d'instauration de zones industrielles, de bureaux d'assistance technique, de centres de formation et de développement des investissements, et de banques sectorielles.

14. Les gouvernements africains ont créé, dans de nombreux secteurs économiques, de grandes entreprises publiques qui, dans certains cas, ont obtenu des résultats probants. Cependant, nombreuses sont les entreprises qui ont essuyé des revers notamment en raison d'une mauvaise gestion, d'une autonomie insuffisante, du népotisme et de la négligence dans le suivi des résultats. Aujourd'hui, la privatisation concerne presque tous les pays africains car il faut rentabiliser les entreprises existantes pour redresser l'économie.

#### ii) Limites

15. Les politiques socio-économiques de la période coloniale ont empêché les Africains au sud du Sahara d'accumuler une expérience en matière de création et de gestion d'entreprise. Par contre, en Afrique du Nord, ces politiques ont permis de développer un partenariat avec les autochtones qui ont acquis une expérience de la gestion d'entreprise dans presque tous les secteurs de l'économie. Avec les indépendances en Afrique subsaharienne, la tendance coloniale s'est poursuivie dans certains pays et tous les moyens de développement ont profité exclusivement au secteur public ; ce qui n'a pas été le cas en Afrique du Nord.

16. Les différents courants idéologiques ont vite influencé les indépendances en Afrique. Les pays orientés vers le socialisme ont découragé le développement du secteur privé pour se préoccuper de la politisation des masses. Dans certains cas, ces pays ont privilégié la création d'entreprises et d'unités industrielles dans le but de satisfaire les promesses de bien-être social faites aux populations. Mal gérées, ces entreprises ne pouvaient pas être rentables. En Afrique subsaharienne, développer le secteur privé, pour développer l'économie et procurer des emplois aux populations, a été pendant longtemps loin des préoccupations de la plupart des gouvernements africains.

17. Dans le cadre du développement du secteur privé, de réelles difficultés ont affaibli les entrepreneurs. En effet, l'entrepreneur africain évolue dans un climat hostile aux affaires. C'est pour cela que les entrepreneurs potentiels nationaux et même étrangers refusent de s'aventurer dans la création d'entreprises.

18. Parmi les difficultés communes en Afrique en matière de développement du secteur privé, on peut relever les politiques financières des gouvernements africains et les taux d'intérêt sur les dépôts qui n'encouragent pas l'épargne et, par conséquent, réduisent énormément le volume des prêts bancaires (dont les conditions sont très discriminatoires). Les emprunts excessifs des gouvernements diminuent les chances du privé. Les charges fiscales trop importantes réduisent considérablement les bénéfices et le revenu des entrepreneurs.

19. Souvent, les relations entre les gouvernements et le secteur privé ne sont pas basées sur des consultations qui permettent de planifier et d'élaborer des politiques prenant en compte les besoins du secteur privé. L'absence d'interaction entre les opérateurs économiques et les experts techniques et autres fonctionnaires favorise le manque d'information et une méconnaissance des besoins du secteur privé. Les liens intersectoriels et les facteurs liés au transfert et à l'adaptation des technologies sont ignorés.

20. L'Etat n'a pas de stratégies efficaces permettant de fournir de manière continue des services d'appui tels qu'un système de crédit bancaire aux conditions modérées et un programme de formation des entrepreneurs du secteur informel. Ainsi, les entrepreneurs de ce secteur ne sont pas au courant des techniques de gestion et élargissent rarement leur marché, se contentant de clients constitués par des relations personnelles de proximité.

21. Dans les petites et moyennes entreprises, l'entrepreneur ne dispose généralement pas des fonds, de l'expérience et des compétences nécessaires pour installer, adapter et assimiler des technologies et des techniques de gestion. L'environnement peu industriel n'est pas propice à l'acquisition de nouvelles compétences technologiques, requises pour augmenter la productivité des unités industrielles du continent.

22. Immédiatement après les indépendances, l'Afrique a formé beaucoup d'ingénieurs qui sont restés dans les pays développés faute d'activités industrielles dans leur pays d'origine ou pour des raisons politiques. Souvent, quand ces ingénieurs travaillent dans leur pays, ils n'exercent pas les métiers pour lesquels ils ont été formés.

### iii) Obstacles

23. Les obstacles majeurs sont les graves périodes de violence que traversent certains pays, l'instabilité politique, l'agitation sociale, la faible productivité des unités industrielles existantes (ou faible optimisation), les aléas climatiques qui conditionnent la productivité agricole, le pays d'origine des matières premières et les pièces de rechanges pour les agro-industries et autres industries, des monnaies nationales peu stables et des banques sans scrupules, voire contre le développement.

24. Par ailleurs, certains Etats traînent les pieds car les cadres s'opposent à un processus qui s'apparente à un dégraissage d'effectifs et, par conséquent, résistent à la privatisation malgré l'importance des ressources qu'elle peut apporter à l'Etat.

25. Dans le domaine institutionnel, la corruption de la justice, le manque de flexibilité de la législation du travail et l'absence de mesures d'incitation dans les secteurs porteurs, en particulier les secteurs du bois et des mines, constituent des obstacles sérieux au développement du secteur privé.

26. Les administrations s'érigent souvent en féodalités qui méprissent les lois de finance, bloquent les initiatives et retardent le développement. Cette attitude entraîne un manque d'autorité à tous les niveaux et développe des comportements chez certains responsables qui, pour mieux se faire voir, font remonter toutes les affaires au chef de l'Etat. Les gouvernements doivent s'attacher particulièrement à assainir le domaine de la justice.

27. En matière de télécommunications, le retard est considérable. En Afrique, on communique plus aisément avec Tokyo qu'avec les pays dans la même sous-région. Le réseau routier est incapable de servir le commerce intra-communautaire.

28. Les banques africaines, simples filiales des banques occidentales, n'offrent pas de crédit à long terme et ne sont pas en mesure de participer à la création d'un environnement favorable au développement du secteur privé. Leurs interventions conduisent plus souvent à des faillites qu'à un véritable financement des entreprises.

29. Dans le domaine de la formation, les chances pour les cadres nationaux de bénéficier d'une formation sont minimales. Quand l'occasion se présente, le désir d'apprendre et de se perfectionner les stimule et ces formations profitent à des cadres de très haut niveau qui, malheureusement, sont souvent appelés à opérer dans un environnement plutôt hostile, ce qui fait baisser leurs rendements.

## 2.2. Climat d'investissement en Afrique

30. A la recherche d'une stratégie permettant d'accroître l'investissement en Afrique, notamment dans la zone franc, une enquête a été menée auprès de chefs d'entreprises françaises (95 % de ces entreprises sont des PME). L'enquête révèle que certains obstacles rencontrés concernent la difficulté à réaliser des études de faisabilité, les coûts de prospection, l'accès à l'information, l'étroitesse des marchés et l'insuffisance du financement.

31. En conséquence, pour attirer l'investissement, l'étude préconise la mise en place de mesures d'assurance prospection, l'accès à l'information concernant chaque pays et l'instauration de partenariats avec des grandes entreprises pour assurer un soutien financier et bancaire (accès aux crédits à des taux d'intérêt raisonnables).



32. Dans les pays africains, les obstacles sont multiples et difficiles à franchir et à enrayer. Les plus grandes difficultés concernent l'insécurité juridique, le manque de lisibilité des politiques gouvernementales, la corruption, les tarifs et droits de douanes, l'accès au financement, la qualité de la main-d'œuvre, les lenteurs administratives et la faiblesse des infrastructures de communication.

33. Par ailleurs, les réformes introduites dans les pays africains sont apparemment très peu connues et, quand elles le sont, l'expérience a montré que leur application reste toujours un objectif lointain.

34. L'intégration sous-régionale et régionale est considérée en Afrique comme un grand atout pour l'élargissement des marchés, voire le développement en général. Bien gérée, l'intégration simplifie les procédures et garantit la sécurité, la stabilité et la libre circulation.

35. Selon l'étude menée, il apparaît clairement que l'Afrique souffre d'un problème d'image. Si l'utilisation des fonds d'aide au développement était mieux contrôlée et si ces fonds étaient plutôt consacrés au développement du secteur privé ou, au moins, à des études de faisabilité, à l'accès à l'information et à la création de partenariats, certains des obstacles cités plus hauts disparaîtraient.

36. Compte tenu des obstacles énumérés dans l'étude effectuée par l'équipe du Comité ACP du Conseil national du Patronat français international qui insiste particulièrement sur l'élimination des insuffisances liées à la communication, il est urgent que l'Afrique tire les leçons appropriées en vue de supprimer les obstacles dressés sur le chemin de son développement.

### 2.3. Développement des investissements en zone franc

37. Dans certains pays de la zone franc, la croissance a été rétablie à la suite de réformes macro-économiques et institutionnelles. Cependant, les investissements dans ces pays tardent à venir apparemment à cause du manque d'information.

38. En conséquence, les Ministres de l'Economie et des Finances des pays membres de la zone franc, en partenariat avec le Ministre Français délégué à la Coopération et à la Francophonie, ont décidé de promouvoir la communication. D'où le projet Investissement en Zone franc CFA (IZF) qui prévoit la préparation et la diffusion d'une cartographie mettant graphiquement en relief les potentialités de la zone franc en Afrique, et un guide atlas des marchés contenant des informations techniques, juridiques et administratives sur les pays de la zone franc.

39. Le projet prévoit aussi un site Internet dirigé par un comité de pilotage et un comité technique qui géreront ensemble un documentaire sur l'état du marché, les possibilités commerciales, les nouvelles tendances, les changements de législation et les projets de grands chantiers des pays membres de la zone franc. **Les instruments de promotion de l'investissement de ce projet appartiennent à la CEMAC et l'UEMOA.**

### **III. TENDANCES ET STRATEGIES AFRICAINES AUX NIVEAUX SOUS-REGIONAL ET REGIONAL**

40. La croissance économique dépend surtout des potentialités qui existent dans chaque pays. Les objectifs demeurent l'ambition des Etats à s'insérer dans l'économie mondiale, en vue de bénéficier des «opportunités offertes par la globalisation», d'augmenter les échanges intra-communautaires à travers l'intégration économique aux niveaux sous-régional et régional et de créer, par l'intermédiaire des opérateurs économiques nationaux et étrangers, des entreprises à gros investissements.

41. En conséquence, les orientations stratégiques de la plupart des pays du continent consistent à poursuivre le désengagement de l'Etat des entreprises publiques, à entreprendre des réformes dans le domaine de l'environnement juridique et réglementaire et à encourager l'industrialisation de leur pays.

42. Le désengagement est amorcé dans presque tous les pays et se poursuit par les privatisations et, dans certains cas, par de grands travaux de mise en place d'infrastructures dans le cadre de contrats de concession de construction, exploitation et transfert du type BOT (Built Operate and Transfer).

43. Les réformes prennent souvent la forme d'un partenariat entre l'Etat et le secteur privé ou se traduisent par la mise en place de services, par la création d'infrastructures offrant un appui financier et non financier pour accélérer le développement des secteurs productifs tels que les zones de développement économique et par la création de banques de financement pour les investissements privés.

44. Dans le cadre de la réforme de l'environnement juridique et réglementaire, les engagements pris par les Etats concernent notamment la libéralisation du commerce et des secteurs économiques, les réformes juridiques et l'amélioration des produits afin de les rendre plus compétitifs sur le plan international.

45. Les Etats africains sont intéressés par toute action qui s'inscrit dans le cadre de l'amélioration du contexte socio-économique, procure un environnement propice aux affaires et favorise l'épanouissement et la participation du secteur privé au développement économique de l'Afrique.

### 3.1. Face à la mondialisation, un espace juridique communautaire

46. La nécessité de protéger le secteur privé africain a donné naissance, le 17 octobre 1993, à Port Louis, Ile Maurice, au traité instituant l'organisation d'Harmonisation du droit des affaires en Afrique (OHADA).

47. Les bases d'un droit économique commun aux 14 Etats signataires du traité ont été consignées dans des textes communs qui harmonisent le droit des sociétés, le statut juridique des commerçants, le recouvrement des créances, les sûretés, les voies d'exécution, le redressement des entreprises et la liquidation judiciaire, le droit d'arbitrage, le droit du travail, le droit comptable et le droit de la vente et des transports.

48. Autrement dit, le principal objectif de l'OHADA est de parvenir à la création d'une Communauté économique africaine.

49. Les Etats signataires ont affirmé leur volonté de sécuriser, dans leurs pays respectifs, la vie des affaires en acceptant des contraintes d'ordre politique, économique et juridique afin de bénéficier des avantages qui résulteront d'une unification économique, susceptible de conduire au développement de l'Afrique.

### 3.2. Industrialisation

50. L'industrialisation est la seule clé qui permettra de manière certaine à l'Afrique de s'aménager une place dans l'espace de la globalisation. L'Afrique a compris que dans le contexte de mondialisation actuel, il est fondamental de valoriser sur place les ressources naturelles nationales et d'acquérir des compétences techniques, seule façon à court, à moyen et à long terme, de soutenir l'économie et d'enrayer la pauvreté. En conséquence, certains pays africains ont défini des démarches et des stratégies volontaristes visant le développement industriel à travers l'accroissement des investissements industriels privés tant nationaux qu'étrangers.

51. Les cinq sous-régions du continent disposent aujourd'hui de structures de coopération et d'appui considérables qu'il faut exploiter efficacement pour satisfaire les énormes besoins internes des populations africaines. En effet, il faut accroître la fabrication de produits compétitifs et de qualité et leur mise sur le marché international.

52. Au regard de ce qui précède, les pays africains ont élaboré des orientations stratégiques dynamiques pour faciliter le développement du secteur privé dans leurs pays respectifs, aux niveaux sous-régional et régional.

53. Il ne suffit pas de se contenter de choisir la libéralisation totale et l'intégration dans l'économie mondiale. Bien que les voies du développement industriel en Afrique paraissent étroites et jonchées d'obstacles, et que le tissu industriel africain rencontre des limites visibles, l'Afrique doit adopter une attitude volontariste de manière à réussir son industrialisation. Il faut préparer activement et accélérer l'entrée des pays africains dans l'ère de la culture du développement industriel et de l'esprit d'entreprise.

54. Sur le chemin de l'industrialisation, les pays africains devront s'inspirer des leçons et des expériences de certains pays en développement et pays développés. L'analyse montre que chaque société, qu'elle soit développée ou non, commence toujours par s'occuper d'elle-même. Elle œuvre pour sa consolidation dans le domaine culturel, professionnel, s'affirme par son intégrité et met en place les bases de son propre développement, en investissant d'abord à l'intérieur afin d'attirer et inviter des investisseurs étrangers. Depuis les indépendances certains Africains ternissent leur image par le transfert à l'extérieur de fonds souvent mal acquis. L'Afrique subsaharienne seule a transféré 148 milliards de dollars. Aujourd'hui, avec toutes les difficultés que l'Afrique rencontre pour obtenir de l'étranger les ressources nécessaires au financement des projets de développement, il est urgent qu'elle revoie sa politique et adopte une stratégie qui consisterait à élaborer des mesures appropriées et pratiques, et à formuler des propositions stimulantes pour le rapatriement de ces fonds. L'Afrique regorge d'africains riches qui cherchent à rentabiliser leur avoir. Les femmes d'affaires, communément appelées "Nana Benz" au Togo, existent dans presque tous les pays africains. Les Etats doivent trouver les voies et moyens pour amener ces personnes riches à participer au développement.

55. Il est évident, dans le cadre de la concurrence mondiale, que l'industrialisation a besoin de l'intervention et des initiatives de l'Etat et il est tout aussi indéniable qu'aucune région au monde n'a réussi son développement hors de l'économie mondiale. L'objectif des pays africains inclut aussi le bien-être des populations. Ce bien-être suppose la réduction du chômage, de la pauvreté et l'accroissement de la compétitivité à tous les niveaux. Dès lors, des efforts doivent être déployés visant à mettre à niveau la qualité des produits agro-industriels et des matières premières et à répondre aux besoins des populations en augmentant la production. Les produits de base doivent subir une transformation locale pour assurer à l'Afrique le bénéfice d'une valeur ajoutée et l'acquisition de compétences dans le domaine industriel.

### 3.3. Situation de l'économie africaine

56. L'économie africaine connaît depuis trois ans un léger redressement<sup>1</sup>. En 1997, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) a été de 3,7 %. Ce taux est en recul par rapport au taux de 5 % enregistré en 1996, mais nettement meilleur que celui de 1,9 % observé sur la période 1990-1995.

<sup>1</sup> Source 1 -: Lettre de l'Afrique de l'Ouest du 18 mai 1998 No. 82

57. En 1997, les exportations africaines ont progressé de 6,2 %. Ces échanges extérieurs ont alors atteint 79 200 milliards de francs CFA. La balance commerciale s'est améliorée, d'où une réduction du déficit du compte courant estimé à près de 4320 milliards de francs CFA.

58. Ce léger progrès, dû à un redressement de l'économie dans certains pays grâce à des réformes de base, est favorable à l'initiative privée. Le redressement de l'économie africaine aurait connu un meilleur résultat n'eut été la chute des cours mondiaux de certaines matières premières, la sécheresse ou les inondations dans certains cas et les tensions socio-politiques qui paralysent littéralement la plupart des pays. Cette reprise encourageante a besoin d'être soutenue afin de réduire la pauvreté dans les villes et les campagnes africaines. On estime qu'une croissance annuelle de 7 à 10 % de l'économie africaine permettra de réduire la pauvreté en Afrique.

59. La dette extérieure africaine, environ 189 000 milliards de francs CFA, constitue un fardeau. Pour alléger ce fardeau, la Banque africaine de développement a alloué 192 000 milliards destinés particulièrement aux pays africains les plus pauvres très endettés, en attendant la rencontre des représentants des sept pays les plus industrialisés qui envisagent d'étudier les possibilités d'annulation de 80 % de la dette de ces pays.

#### A. SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

##### a) Economie des pays de l'UEMOA

60. Depuis la dévaluation du franc CFA en 1994, les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine<sup>2</sup> ont enregistré une croissance oscillant entre 4,5 et 7 %. Le taux d'inflation qui était de 34 % à cette époque a baissé, se fixant entre 3 et 10 % en 1996. Les déficits de la balance des paiements sont passés de 15,7 % du PIB en 1994 à 10 % en 1996 et les déficits budgétaires se situent en dessous de 1,3 % du PIB contre 7 % en 1993.

61. Par ailleurs, les produits de l'Union sont devenus plus compétitifs, d'où un meilleur comportement à l'extérieur. L'aide extérieure dans le cadre de l'appui aux programmes d'ajustement a augmenté. En 1997, les crédits à l'économie ont atteint 3 159 milliards de francs CFA.

---

<sup>2</sup> Source : Lettre de l'Afrique de l'Ouest du 18 mai 1998 No. 82

b) Politiques et stratégies

62. La mondialisation de l'économie a entraîné et entraînera pendant longtemps des profonds changements. Grâce à la volonté politique des pays membres de l'UEMOA, cette organisation sous-régionale s'oriente vers un nouveau système économique intégré, cohérent avec tous les nouveaux systèmes récents tels que l'Organisation de l'harmonisation du droit des affaires (OHADA) et le Système comptable ouest-africain (SYSCOA), devenu depuis le 1er janvier 1998 obligatoire dans toutes les entreprises des Etats membres de l'UEMOA afin de favoriser la transparence, l'état de droit, l'information publique et l'assurance des investisseurs locaux et étrangers.

63. Le projet de Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) ainsi que les sociétés de gestion et d'intermédiation (SGI) sont tous des instruments de l'UEMOA qui contribueront à moderniser et à redynamiser les banques primaires atones (tontines) qui, en se convertissant aux lois du marché et aux techniques de commercialisation, offriront beaucoup plus à leur clientèle, et à dégager suffisamment de ressources financières moins onéreuses que celles actuellement disponibles à l'intention des investisseurs privés et publics.

64. En effet, le marché financier régional se met en place progressivement pour répondre aux besoins de financement des entreprises privées et assurer la cohérence avec les autres projets d'intégration.

- Raison d'être de l'UEMOA

65. L'Union économique et monétaire ouest-africaine cherche à consolider l'union monétaire et à relancer le processus d'intégration économique pour en faire un outil de croissance au service des opérateurs économiques de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

66. La raison d'être de l'UEMOA est l'unification des espaces économiques des Etats membres. Cette unification passe par l'élimination des barrières fiscales, physiques, commerciales, techniques et structurelles. Elle est liée à la mise en place d'une union douanière qui doit reposer sur l'institution d'une Préférence communautaire pour les produits originaires des pays membres et l'établissement, vis-à-vis des pays tiers, d'un tarif extérieur tout en assurant à certaines filières une protection adéquate et temporaire.

c) Instruments de base de l'UEMOA

i) Cadre juridique

67. En raison de l'importance des enjeux liés à la mise en place de l'OHADA et de la Cour de justice, les Etats membres et les organisations professionnelles des pays de l'UEMOA doivent assurer une large vulgarisation des instruments juridiques créés par cette organisation. Par ailleurs, les opérateurs économiques restent particulièrement préoccupés par le fait que l'OHADA n'ait pas pour attribution d'intervenir dans les différends qui peuvent exister entre un Etat et un entrepreneur du secteur privé. Ils souhaitent que cette question soit reconsidérée en même temps que la possibilité pour eux de saisir directement la Cour de justice en cas de différends. Les organisations patronales doivent, elles aussi, créer en leur sein et au niveau national des cours arbitrales spéciales pour régler les différends entre entrepreneurs du privé. De même, les Etats membres sont invités à étudier la possibilité de création de telles juridictions au niveau de l'Union.

ii) Cadre fiscal, économique, financier et social

68. Les premières études sur la fiscalité ont été menées sans concerter les opérateurs économiques des pays membres. Etant donné que le Tarif extérieur commun (TEC) doit entrer en vigueur le premier janvier de l'an 2000, l'application des études relatives à la fiscalité et aux régimes économiques doit être concomitante à cette date afin d'assurer une cohérence à l'ensemble. Le TEC doit jouer aussi le rôle de bouclier contre le dumping et son application doit tenir compte de la fragilité des tissus industriels des pays de la sous-région.

69. Les organisations patronales doivent se préoccuper de l'amélioration de l'expertise interne de leurs organisations respectives et, le cas échéant, faire appel à l'expertise extérieure pour formuler des propositions et des réglementations sur des questions pour lesquelles elles ne sont pas compétentes. Pour mieux exploiter les opportunités existantes dans les pays membres, ces organisations mettront en place un système d'information au service de l'Union. L'espace communautaire doit être un cadre qui favorise les initiatives et les innovations permettant de financer l'économie. Toutes les dispositions doivent être prises pour ouvrir les possibilités de crédit et l'Etat veillera simplement au respect d'un code de bonne conduite.

70. A travers les mesures d'accompagnement prévues dans la mise en place du TEC, les composantes de l'économie, en particulier les PME/PMI et les grandes entreprises, doivent faire l'objet d'une attention particulière dans l'octroi de prêts concessionnels pour financer les biens d'équipements. L'harmonisation du droit du travail des différents Etats de la sous-région et l'adoption d'un droit du travail communautaire doivent permettre de supprimer les entraves freinant l'utilisation des ressources humaines des pays de la communauté. Les institutions de prévoyance sociale doivent bénéficier d'une autonomie de gestion et participer activement aux activités de la

BRVM. Enfin, la participation de la société civile doit être importante afin d'assurer le succès de l'intégration économique des pays de la sous-région.

71. L'UEMOA, à travers les organisations patronales, doit pouvoir relever des défis et le tout premier est celui de la qualité de la gestion car la productivité et la rentabilité des entreprises en dépendent. Le facteur humain est tout aussi important ; une bonne politique de formation dans les entreprises en complément au système éducatif est nécessaire pour permettre, par exemple, une bonne utilisation de l'information et des autres techniques en évolution constante afin d'assurer aux produits manufacturés la qualité qu'exigent les clients.

iii) L'intégration, outil au profit du secteur privé

72. L'intégration économique sous-régionale est un outil important du secteur privé car l'élargissement du marché constitue le fondement de son développement. En terme de développement économique, le regroupement des forces est très prometteur. Les entreprises industrielles africaines sont souvent confrontées, non à des problèmes de production, mais plutôt à des difficultés de commercialisation en raison de l'étroitesse des marchés et de la réduction du pouvoir d'achat des populations dus à des politiques élaborées pour l'Afrique à l'extérieur du continent. De nombreux efforts ont été déjà consentis par les Etats de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest en matière d'intégration sous-régionale. L'UEMOA tirera probablement les leçons des échecs enregistrés au niveau sous-régional pour mieux faire profiter le secteur privé de l'opportunité qu'offre cette Union.

73. Avec l'expérience de la CEDEAO, on peut affirmer que l'élaboration de textes bien conçus et ratifiés par les Etats membres ne suffit pas à assurer le développement sous-régional. Pour mieux servir leur secteur privé, les Etats de l'Union doivent renforcer leurs capacités et faire preuve de volonté pour appliquer les textes afin d'aboutir à un environnement favorable au développement. Cet environnement, dans le cadre de l'UEMOA, doit accueillir et considérer les politiques sectorielles permettant de dégager des avantages comparatifs à privilégier au sein de l'Union.

74. Dans ce contexte, le secteur privé doit aussi élaborer d'urgence une stratégie sous-régionale lui permettant de bénéficier des opportunités qu'offrent l'UEMOA et les autres pays de la sous-région qui n'appartiennent pas encore à l'Union.

iv) Secteur informel

75. L'intégration du secteur informel pose des problèmes aux organisations patronales. En effet, ce secteur fait une concurrence déloyale aux entreprises enregistrées. Pour plus de sérénité, ce secteur doit intégrer les organisations patronales afin de trouver les voies et moyens pour une cohabitation durable avec les petites, les moyennes et les grandes entreprises.



v) Les industriels privés de l'Union

76. Les questions spécifiques à ce secteur concernent la marginalisation des industriels dans le processus d'intégration. L'étude du Programme d'appui régional à l'intégration n'a pas donné de résultats probants concernant les politiques industrielles. Les décisions relatives à l'industrialisation ne sont pas appliquées au niveau national. Les politiques d'ajustement structurel et d'aménagement du territoire des Etats membres ne tiennent pas compte des avantages à tirer d'une construction cohérente de l'UEMOA.

77. L'information sur les potentialités et les opportunités d'industrialisation des pays membres de l'Union n'est pas mise à la disposition des investisseurs potentiels. Souvent, les pays membres achètent ailleurs des produits manufacturés qu'on peut trouver au sein de l'UEMOA. En outre, l'état des infrastructures de communication est une entrave sérieuse au développement des échanges des produits industriels des pays de la sous région.

vi) Problèmes et perspectives de l'Union

78. Les principales faiblesses des économies de la sous région sont la qualité médiocre des infrastructures, le manque de qualification professionnelle et l'insuffisance de fonds propres. En effet, pour une véritable intégration, il faut renforcer, aux niveaux national et sous-régional, les réseaux de transport et de communication ainsi que les autres infrastructures de base telles que l'eau et l'électricité. Cette démarche, sans aucun doute, permettra d'accélérer le développement des échanges et du secteur privé.

79. Force est de reconnaître que les organisations patronales ne participent pas encore suffisamment à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques économiques, tant au niveau national qu'au niveau communautaire. Par ailleurs, il est à noter que les organisations professionnelles des pays membres souffrent d'insuffisances institutionnelles qui affectent leur efficacité, affaiblissent leur crédibilité et minimisent leur représentativité même au niveau national.

80. Il est prévu d'utiliser de manière rationnelle et efficace les fonds spécifiques de l'Union pour mettre en œuvre les grands programmes communautaires d'intégration, et d'attribuer un rôle plus important au secteur privé en tant que constructeurs d'infrastructures. Pour ce faire, les Etats membres doivent se mettre d'accord pour élaborer et appliquer des stratégies adaptées au secteur privé reconnu, par son rôle, comme partenaire incontournable dans la création d'un cadre propice au développement.

d. Exemple de coopération d'industriels privés en Afrique de l'Ouest

81. L'Etat ivoirien fonde, en 1969, les Industries métallurgiques de Côte d'Ivoire (IMCI) qui, de 1970 à 1981, ont le monopole de la fabrication de fer à béton en Côte d'Ivoire.

82. La récession de l'économie ivoirienne, la mauvaise gestion des sociétés d'Etat et le problème d'approvisionnement en pièces détachées et en matières premières des unités industrielles africaines accélèrent la liquidation des IMCI en 1985. En 1988, la société ivoirienne de sidérurgie (SIS) rachète les IMCI pour les transformer et produire du fer à béton et des profilés à partir de rails et de tôles de bateaux usagés. L'usine transformée n'est pas rentable et cesse de fonctionner en 1992.

83. A la même époque, au Ghana, des industriels taiwanais se lancent dans la construction d'une mini-acierie. Les conditions de réalisation et de rentabilisation de cette unité sont favorables au Ghana qui dispose de stocks de ferrailles, d'électricité et d'une main-d'œuvre à des prix très compétitifs. La mini-acierie WAHOME a une capacité de production de 50.000 tonnes de billettes et n'a besoin que de 35.000 tonnes pour ses deux laminoirs. WAHOME envisage alors de vendre l'excès de sa production à la SIS qui cherche à faire tourner son usine.

84. Pour contourner les obstacles freinant l'exploitation de la SIS, la Société WASTEEL est constituée en février 1995. Le capital de cette société est réparti entre la famille AMICHIA, actionnaire majoritaire de la SIS, et WAHOME STEEL LTD. Un contrat de bail est signé en 1995 et, après 6 mois de réhabilitation, l'unité industrielle WASTEEL entre dans sa phase d'exploitation en janvier 1996.

85. WASTEEL est l'unique producteur de fer à béton de gros diamètre (supérieur à 12 mm) dans les pays de l'Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA). WASTEEL, qui compte comme principaux clients le Burkina Faso, le Mali, le Niger et la Guinée, a réalisé en 1995-1996 un chiffre d'affaire d'un milliard cinq cents millions de francs CFA et, en 1996-1997, de deux milliards cinq cents millions de francs CFA.

86. Pour mieux rentabiliser sa production, WASTEEL a lancé l'idée d'un projet intitulé "Artisans ferronniers" mis en œuvre dans l'enceinte de son unité industrielle. Ce projet est piloté par trois entreprises industrielles (WASTEEL, SIVOA, filiale du groupe Air Liquide, et JAL AFRIQUE) et des organismes publics en coopération avec le Ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat. Dans ce projet, il est prévu de former des jeunes diplômés de l'enseignement technique au métier de la ferronnerie, et de former et de donner un emploi à 200 jeunes au cours des années 1999 et 2000. Le programme de formation, qui comprend trois phases, prend en compte dans la première phase, les aspects techniques de la ferronnerie : soudage, traçage et formage. Cette formation est complétée par l'intervention d'un Institut de gestion qui encadre les stagiaires pour les

initier à la gestion, à la comptabilité et aux techniques de ventes. La deuxième phase, qui dure de trois à 6 mois, regroupe en coopérative au sein de WASTEEL 4 à 6 personnes placées en situation de sous-traitants pour traiter de manière indépendante des commandes confiées au groupe. Au cours de cette phase, la coopérative doit prouver ses capacités de gestion, d'approvisionnement, de fabrication et de commercialisation.

87. Dans la troisième phase, l'installation, la coopérative s'affirmera dans la fabrication de grilles, de portails, d'antivols, de meubles en fer forgé, dans la vente des produits des trois usines qui unissent leurs compétences pour prendre en charge la formation des stagiaires au métier de ferronnier. Pour WASTEEL, la coopérative vendra du fer à béton, du fer carré et des profilés. SIVOA comptera sur la coopérative pour écouler du gaz industriel et du matériel de soudage, pendant que JAL Afrique lui confiera des peintures, des vernis et des diluants à vendre.

88. WASTEEL continuera d'assister les artisans ferronniers pour ce qui est de l'approvisionnement en produits et en marchandises consommables et dans le domaine des ventes. Cette entreprise assurera également la continuité dans le domaine de la formation technique, de la gestion et du contrôle de la gestion des stocks. Enfin, WASTEEL s'assurera que ces artisans ont tissé des relations harmonieuses avec l'administration ivoirienne dans le domaine des impôts et de la sécurité sociale.

89. Les relations entre WASTEEL et les artisans peuvent se prolonger indéfiniment, au moins jusqu'à ce que le financement consenti soit remboursé.

90. Grâce à l'initiative de ces trois unités industrielles, 200 jeunes diplômés de l'enseignement technique ne vont pas grossir les rangs du chômage en Côte d'Ivoire. Ce projet, preuve d'une coopération fructueuse dans laquelle toutes les parties prenantes sont gagnantes, devrait servir d'exemple à d'autres unités industrielles afin de multiplier les rencontres de filières complémentaires. Ces rencontres peuvent déboucher sur des projets similaires, viables, capables d'optimiser l'exploitation des unités existantes, d'augmenter les opportunités d'emploi pour les jeunes diplômés qui se retrouvent chaque année sur le marché du travail et permettre ainsi au secteur privé africain de jouer un rôle de croissance économique et de réduction de la pauvreté.

91. Ce projet justifie également l'établissement de passerelles entre l'école et l'entreprise afin de favoriser la prise en compte des besoins des entreprises dans les programmes d'enseignement nationaux. Autrement dit, la collaboration entre les entreprises et les établissements de formation peut contribuer à minimiser considérablement le chômage des jeunes diplômés.

**B. SOUS-REGION DE L'AFRIQUE CENTRALE****Réforme fiscale et douanière dans l'UDEAC/CEMAC**

92. La réforme fiscale et douanière est en cours depuis quatre ans dans les six Etats membres. Au début, on s'est demandé avec inquiétude si les opérateurs économiques maîtriseraient ce nouveau système mais, aujourd'hui, grâce à une multitude de séminaires de vulgarisation, il est entré dans la pratique quotidienne.

93. En outre, une sérieuse lacune vient d'être comblée par le Secrétariat général de l'UDEAC qui a publié un document de synthèse contenant les différents textes de la réforme.

94. Ce recueil rappelle le sens, l'esprit et le contenu de ce nouveau système fiscal et douanier des pays de l'UDEAC/CEMAC.

95. La réforme a éliminé les faiblesses préjudiciables aux économies des pays de la sous-région en simplifiant l'administration afin d'alléger le fardeau des contribuables et des Etats, en gommant les distorsions et les inégalités dans la répartition du fardeau fiscal.

96. La réforme, qui a principalement concerné le Tarif extérieur commun (TEC), le Tarif préférentiel généralisé (TPG) et la Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA), a permis aujourd'hui de réduire les coûts administratifs de gestion de la fiscalité ainsi que les profits de la fraude et de la contrebande dans les pays membres.

97. La réforme toute seule ne peut pas améliorer l'environnement économique de la sous-région. Les Etats et les entreprises sont donc invités à élaborer des mesures d'accompagnement permettant de baisser les coûts de production, et à redéfinir des stratégies pour mieux positionner leurs produits au niveau sous-régional et convaincre leurs partenaires de la rentabilité de leurs marchés, en vue de bénéficier de nouvelles ressources.

98. Par ailleurs, les entreprises privées doivent mettre en place des structures spécialisées plus performantes pour gérer certains volets de la réforme, et s'atteler sérieusement à la lutte contre la fraude, la contrebande et le dumping.

99. L'UDEAC, dans son élan de modernisation, étudie également un nouveau système d'incitation à l'investissement, une réglementation sous-régionale sur la concurrence et la protection des consommateurs tout en apportant son concours à tout programme de formation et de perfectionnement concernant les administrations douanières et fiscales des pays membres.

100. Les pays de la sous-région insistent constamment sur les efforts à déployer pour réduire leur retard par rapport aux autres sous-régions africaines en matière d'intégration et de développement économique. La volonté de combler ce retard se traduit par la préparation de deux importants projets qui permettront aux membres de la CEMAC de bénéficier d'une reprise de l'investissement privé.

101. A travers un forum des investisseurs programmé à Paris, l'occasion sera donnée aux pays membres de la CEMAC de présenter aux chefs d'entreprises occidentaux de nouveaux cadres macro-économiques propices à l'accroissement de l'investissement en zone franc.

102. Le deuxième projet, intitulé "les journées CEMAC", rassemblera en novembre 1999, à Yaoundé, au Cameroun, les chefs d'entreprises de l'Afrique centrale et leurs partenaires étrangers potentiels.

103. Pour réaliser ces projets, des missions économiques conduites par de hauts responsables sont entreprises, des mesures et des programmes d'appui au développement sont mis en place par des pays amis et des organisations internationales.

#### **C. SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'AFRIQUE AUSTRALE**

104. Les réformes entreprises au Malawi entre 1981 et 1994 ont entraîné un taux de croissance annuelle de 2,4 % seulement. Des raisons externes en sont peut-être la cause. Les mesures introduites en 1996 ont permis une stabilisation macro-économique grâce à une réduction du déficit budgétaire, une baisse du taux d'inflation et une stabilisation des taux de change.

105. L'économie du Malawi est toujours fragile malgré les programmes d'ajustement et les réformes. Elle connaît des problèmes de génération de recettes et de contrôle des dépenses. Le climat des investissements n'est pas toujours favorable. Les investisseurs considèrent que les politiques du gouvernement ne sont pas fiables. L'économie est très vulnérable aux chocs, aussi bien internes qu'externes.

106. L'Ouganda est un pays agricole, avec plus de 80 % de la population se consacrant à des activités agricoles. Son PIB est de l'ordre de 6 milliards de dollars E.U, dont 45 % provenant de ces activités agricoles. Suite au programme d'ajustement structurel introduit en 1987, l'Ouganda avait lancé un plan de réhabilitation et de développement. Le programme de réforme était axé sur les politiques budgétaires et monétaires : maîtrise des taux de change et de l'inflation, développement du secteur privé. Après la mise en œuvre du programme de réforme, le secteur privé soutenant ces réformes a bénéficié de l'environnement macro-économique ainsi créé.

107. L'économie zambienne a été dominée par l'intervention de l'Etat pendant 23 ans. La stabilisation macro-économique a été la priorité des programmes d'ajustement et de réforme. En raison de l'omniprésence de l'Etat dans les activités économiques, les mesures prises ont été draconiennes. Elles comprenaient la libéralisation, la création d'un environnement favorable au secteur privé, le renforcement du secteur financier, un désengagement total de l'Etat, la mise en place et le renforcement des capacités.

108. L'économie zambienne demeure très instable, en dépit des mesures prises dans le cadre des programmes de stabilisation et de réforme. Les réformes entreprises concernent particulièrement la libéralisation du secteur financier ; l'élaboration de mécanismes de fixation des taux d'intérêt ; la libéralisation du commerce ; la privatisation et la réforme du secteur public. Aujourd'hui, au niveau de la sous-région, la Zambie possède l'une des économies les plus ouvertes.

109. L'économie zimbabwéenne est ancienne et remonte aux années 1890, mais elle a connu une évolution dynamique. Le Zimbabwe a adopté un programme d'ajustement et de réforme pour la période 1991-1995. Le programme était axé sur la stabilisation macro-économique ; l'amélioration du cadre des investissements ; la création d'un environnement idéal pour le développement du secteur privé.

110. Durant la période de réforme et d'ajustement, le PIB a augmenté de 3,2 % en 1991, mais est ensuite tombé à -5,8 % en 1992, en raison de chocs internes et externes. L'année qui a suivi a vu la réussite des programmes d'ajustement et de réforme. Le PIB est monté de 0,9 % en 1994 à 8,0 % en 1995.

111. En Afrique de l'Est et en Afrique australe, le calendrier des réformes a été axé sur le désengagement de l'Etat, l'amélioration de l'environnement, l'accroissement des investissements, le dialogue entre secteurs public et privé, les mesures de libéralisation et les efforts en vue d'attirer les investissements étrangers.

112. En Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et Tanzanie), le secteur privé a joué un rôle décisif dans la revitalisation de la coopération dans la sous-région au cours des cinq dernières années. La différence entre les efforts de coopération des années 90 et ceux des années 60 et 70 est qu'aujourd'hui, les principaux acteurs de la coopération régionale dans ces trois pays appartiennent au secteur privé.

113. La SADC et le COMESA collaborent étroitement avec le secteur privé. Dans le passé, le secteur privé, contrairement à une opinion répandue et aux affirmations des gouvernements, ne participait pas à la conception des accords, à l'exception du Protocole commercial de la SADC. Dans le secteur privé, il est généralement admis que les intérêts du secteur ont été ignorés par les différents protocoles, à l'exception du Protocole sur les échanges et de celui sur l'assurance des camions et du fret.

#### **D. SOUS-REGION DE L'AFRIQUE DU NORD**

114. En Afrique du Nord, les indicateurs de la stabilisation ont été très impressionnants sur la période allant de 1991 à 1998. Les réformes portaient essentiellement sur la stabilisation économique, avec un effet global sur la réduction des déficits publics, la lutte contre l'inflation, la gestion des taux de change et la réussite d'un ajustement fiscal général. Le rapport capitalisation boursière/PIB s'est amélioré, en même temps que celui de la valeur des échanges/PIB sur la période allant de 1992 à 1997.

115. En Afrique du Nord, à savoir en Egypte, au Maroc et en Tunisie, le secteur privé a constaté une amélioration des tendances en ce qui concerne la dénonciation de contrats, les risques liés à l'exportation, la corruption, l'état de droit et le fonctionnement de la bureaucratie. L'administration fiscale, le règlement des différends commerciaux, les services d'appui et la législation du travail constituent de sérieux problèmes. La lourdeur de ces contraintes est fonction du secteur économique, de la taille de l'entreprise et de la répartition du capital.

116. Dans le cadre de la coopération sous-régionale, l'Egypte entreprend actuellement de sérieuses démarches pour conclure des accords commerciaux avec les pays arabes. La création de la Communauté économique arabe s'inscrit dans cette perspective. Les états fondateurs en sont : l'Egypte, la Jordanie, la Palestine, le Yémen et le Qatar. L'adhésion pourrait s'élargir à l'Arabie saoudite, la Syrie, les Emirats arabes unis et Oman. Les autres accords institutionnels concernent le Fonds monétaire arabe, le Programme arabe de financement des échanges et la Conférence euro-méditerranéenne.

117. Un plan d'action pour la croissance du marché des capitaux en Egypte a été proposé dans le cadre des efforts visant à faire du Caire la capitale financière du Moyen-Orient et de l'Afrique. La part de l'Egypte dans la capitalisation des pays émergents s'élève maintenant à 0,8 % (20 milliards de dollars E.U.)

118. Le Maroc et la Tunisie ont conclu des accords d'intégration avancée avec l'Union européenne comprenant une assistance technique dans des domaines très variés et diverses aides. L'Union européenne bénéficiera de la réduction des barrières tarifaires au Maroc et en Tunisie pendant 12 ans. Ceci s'inscrit dans le cadre d'une stratégie globale de l'Union européenne qui consiste à nouer des alliances commerciales et à favoriser une convergence plus rapide des revenus en son sein et dans les pays voisins de la Méditerranée, ainsi que dans les pays en transition ou en développement de l'Europe de l'Est.

#### **IV. APPROCHE INTEGREE POUR LE DEVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVE : EXPERIENCE ASIATIQUE ET ENSEIGNEMENTS A TIRER POUR L'AFRIQUE**

119. Les gouvernements de l'Asie de l'Est<sup>3</sup> avaient une vision économique à long terme et, pour la réaliser, ils se sont engagés avec détermination dans la conception et l'application de politiques intégrées. Le développement du secteur privé doit faire partie intégrante d'une stratégie globale de développement durable embrassant d'autres composantes telles que la santé, l'éducation, les infrastructures et la protection de l'environnement. Une gestion macro-économique saine devrait être mise en place pour éviter les politiques de coups d'accordéon qui mettent à mal la confiance du secteur. Ces pays ont clairement adopté une attitude qui consiste à dire que ce qui est bon pour le secteur privé est également bon pour eux (en ce qui concerne les impôts, l'action sociale, la croissance économique, etc.). Par conséquent, le rôle de l'Etat, par rapport au secteur privé, est de faire tout le nécessaire pour garantir le développement de ce secteur et de collaborer avec les représentants du secteur privé pour concevoir les politiques du gouvernement en conséquence.

120. Dans le domaine du partenariat entre secteurs privé et public, la coopération et la collaboration étroite entre le monde des affaires et l'Etat ont constitué un des aspects essentiels de la réussite de l'industrialisation des pays de l'Asie de l'Est. Des institutions officielles, appelées conseils de délibération, ont facilité la prise de décisions au Japon, en Corée, en Malaisie, à Singapour et en Thaïlande. Ces conseils regroupent généralement des hauts fonctionnaires de l'Etat, des représentants du monde des affaires, du monde universitaire, des groupements de consommateurs et des syndicats. Les conseils sont des forums à travers lesquels les responsables gouvernementaux et les groupements du secteur privé peuvent régulièrement échanger des vues pour définir des politiques. Cela crée les bases pour une confiance mutuelle et un accroissement des relations de coopération.

##### **4.1. Stratégies en faveur de l'exportation : leçons permettant l'application de réformes en Afrique**

121. Sur les trois instruments, à savoir la libéralisation des échanges, le développement des exportations de produits manufacturés et l'ouverture à la technologie et aux investissements étrangers, un seul a véritablement servi de ligne directrice aux décideurs dans certains pays africains. Le schéma des réformes sur les échanges adopté par plusieurs pays africains est identique à celui de l'Asie : il se caractérise par son caractère progressif, même pour ce qui est de la levée des barrières non tarifaires. Sur le plan des politiques, une des leçons les plus significatives pour la réforme des échanges dans les économies africaines concerne la nécessité d'abolir les licences d'importation et d'améliorer la convertibilité sur la base du compte courant de la balance des paiements. Les initiatives des pays de l'Asie de

---

<sup>3</sup> voir annexe



L'Est en faveur de l'accroissement des exportations de produits manufacturés ont été reprises par certains pays africains. Par exemple, le Kenya, le Zimbabwe et le Ghana ont commencé à accorder un statut franc aux exportateurs, un financement des opérations avant embarquement ainsi qu'un appui en matière de technologies et de connaissance du marché. Néanmoins, la plupart de ces initiatives souffrent d'un certain manque de coordination.

122. Parmi les nombreuses politiques mises en œuvre par les pays de l'Asie de l'Est pour accélérer la croissance, celles qui sont liées au développement des exportations sont les plus prometteuses pour les autres pays en développement. De nombreux pays asiatiques ont mis en place des zones franches de transformation pour l'exportation et des zones franches dotées de bonnes infrastructures et de structures d'appui pour attirer les investissements directs étrangers. En outre, les mesures visant le développement des exportations, telles que le remboursement ou l'exemption des droits, ont joué un rôle de premier plan dans la réussite de l'Asie de l'Est et, en tant que tel, méritent considération. Il est indéniable que les zones franches de transformation pour l'exportation ont été parmi les secteurs les plus dynamiques pour attirer les investissements directs étrangers, même si cela reste encore limité. Elles ont constitué plus de 85 % des investissements directs étrangers en Ile Maurice et plus de 70 % au Mexique. Les flux des investissements directs étrangers vers les quatre plus anciennes zones spéciales de Chine représentent plus de 30 % de l'ensemble des flux d'investissements directs étrangers en 1989.

123. Concernant les zones franches de transformation pour l'exportation, l'auteur donne deux exemples, l'Ile Maurice, dont les zones franches ont connu un succès remarquable, et la Zone franche industrielle de Dakar qui connaît un sort contraire. En Ile Maurice, l'équilibre macro-économique, des politiques commerciales ouvertes, un milieu des affaires dynamique ainsi qu'un appui sans faille de l'Etat, ont permis de développer la zone franche. Au Sénégal, même les concessions fiscales les plus alléchantes ne parviennent pas à attirer les investissements étrangers, ni à garantir le succès de la zone franche industrielle, faute d'un climat propice aux affaires et d'infrastructures adéquates. Toute tentative autre que la mise en œuvre d'une réforme générale est vouée à l'échec.

124. Là où le climat économique général est correct, les zones franches industrielles peuvent être un outil de développement des industries à vocation exportatrice, dans la mesure où elles permettent d'abaisser les coûts initiaux d'investissements et de réaliser des économies d'échelles. Les zones franches industrielles doivent faire partie d'une plus large stratégie de développement tournée vers l'extérieur, et non être un substitut à cette stratégie.

#### 4.2. Appui aux petites et moyennes entreprises (PME)

125. Les PME ont joué un rôle important dans le développement économique du Japon, de Singapour, de Taiwan, etc. Elles peuvent être le moteur de développement de l'Afrique si elles bénéficient d'un soutien financier et technique approprié et intégré, dans un cadre favorable. L'existence d'un milieu des affaires local dynamique crée un environnement propice grâce aux réseaux locaux de fournisseurs, de sociétés de services, de consultants, de partenaires et de concurrents. Par conséquent, il est nécessaire de ne jamais perdre de vue le renforcement des capacités des entrepreneurs locaux.

#### 4.3 Renforcement des infrastructures et du capital humain

126. Dans presque tous les pays de l'Asie de l'Est qui obtiennent de bons résultats, l'expansion et la transformation des systèmes d'éducation et de formation au cours des trois dernières décennies ont été impressionnantes. Le facteur décisif de la réussite de l'Asie de l'Est a été l'affectation d'une plus grande part des dépenses publiques à l'éducation de base et à l'enseignement supérieur. Tout aussi importante est l'existence de systèmes de télécommunications et de transport, de fournitures d'énergie et d'autres équipements de grande qualité. Outre la priorité qu'il y a lieu d'accorder à l'éducation de base et à l'enseignement supérieur, les pays africains devraient mettre l'accent sur l'enseignement post-secondaire, en particulier sur la formation professionnelle et l'ingénierie pour assurer ainsi l'adéquation de la formation au marché du travail.

127. Les institutions multilatérales peuvent aider les pays en développement en fournissant un appui financier et technique destiné au renforcement des infrastructures et des ressources humaines. Les institutions multilatérales opérant dans le domaine du financement et du développement, ainsi que les donateurs bilatéraux, ont joué un rôle important en accordant une assistance financière et technique aux pays du Sud-Est asiatique en vue d'améliorer l'éducation, les services de santé et la planification familiale.

#### 4.4 Enseignements concernant le secteur financier

128. Le développement accéléré passe par davantage d'investissements et une plus grande épargne intérieure, alliés à des réformes structurelles systématiques nécessaires à la stabilité économique et à l'amélioration sensible de la productivité. Les taux d'épargne des économies asiatiques étaient généralement plus élevés qu'en Afrique, en particulier durant les années 80. En Asie de l'Est et du Sud-Est, entre 1967 et 1997, l'épargne dans la plupart de ces pays représentait au moins 20 % en moyenne du PIB, et était supérieure à 30 % dans bon nombre d'entre eux. En Afrique, seul un petit nombre de pays parvenait à épargner plus de 20 %, pendant que la plupart se situait en dessous de 7 % du PIB. Les capitaux étrangers et l'aide semblent avoir compensé l'insuffisance de l'épargne, ce qu'indique le taux d'investissement

plus élevé durant la majeure partie de la décennie passée ; mais ces capitaux et cette aide semblent avoir été utilisés par le secteur public plutôt que par le secteur privé.

129. Au départ, la plupart des changements devraient commencer par un ralentissement du désinvestissement de l'État dans la mesure où le secteur privé réagit lentement aux réformes. Il est urgent pour presque tous les pays à faible revenu de réduire la pression budgétaire des entreprises publiques et d'utiliser leurs ressources physiques et humaines de manière plus efficace. Ainsi, des changements majeurs devraient intervenir dans la structure des recettes et des dépenses de l'État. L'accroissement des recettes appelle des mesures en faveur d'un élargissement de l'assiette de l'impôt, ceci grâce à la simplification des régimes fiscaux, à l'abolition des exemptions, à la réduction du pouvoir discrétionnaire des administrateurs des impôts et des douanes et à l'amélioration de la capacité de recouvrement. Toutefois, le plus grand impact devra venir d'une réduction des dépenses budgétaires induites par les entreprises publiques et d'un arrêt des fuites du secteur bancaire, qui engloutissent la majeure partie de l'épargne intérieure de bon nombre de pays africains.

130. Les gouvernements des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont donné une impulsion à l'épargne grâce à la combinaison de diverses politiques radicales et interventionnistes. Les premières concernent des mesures telles que le maintien de la stabilité macro-économique, essentiellement par le contrôle de l'inflation, et la garantie de la sécurité bancaire. Des taux d'inflation faibles ou modérés et des taux d'intérêt réels largement positifs ont réduit le risque de détenir des avoirs financiers et, par conséquent, permis l'épargne financière.

131. Les gouvernements des pays d'Asie de l'Est ont également stimulé le secteur financier grâce à des avantages fiscaux et des subventions et en limitant l'accès au crédit et aux devises. Par exemple, en Corée et en Taiwan, les ménages ont été encouragés à utiliser le système d'épargne de la poste car les intérêts étaient parfois exonérés d'impôts, alors que dans bon nombre de pays asiatique, la politique de prêt des banques de développement consistait à subventionner les prêts aux industries prioritaires. En Corée, en particulier, les sociétés qui réalisaient de bonnes performances à l'exportation se voyaient accorder un accès automatique au crédit et aux devises. Parfois, les gouvernements des pays de l'Asie de l'Est limitaient également les prêts à la consommation, à la construction, à l'immobilier, et les prêts en vue d'une prise de participation dans le capital d'une société. Les restrictions concernant les prêts à la consommation et à la construction ont conduit les ménages à épargner avant d'effectuer de grandes dépenses, alors que celles concernant les prêts à l'immobilier et les investissements en bourse ont permis de freiner les emprunts spéculatifs.

132. En Corée, les politiques de l'Etat, telles que l'accès facile au crédit grâce au contrôle, ont largement permis aux *chaebols* (grands conglomérats) de poursuivre leur croissance et d'assurer leur part de marché, sans pour autant se soucier de leur rentabilité. En dépit de la chute des bénéfices, l'accès facile au crédit a poussé les *chaebols* à continuer d'investir et de se diversifier dans des secteurs éloignés de leurs activités principales, souvent caractérisés par des capacités excédentaires.

## V. ENSEIGNEMENTS DE LA CRISE ECONOMIQUE ET PREVENTION DES CRISES

### 5.1 Enseignements de la crise économique asiatique

133. La crise économique et financière fournit d'amples informations sur les économies de marché émergentes. Au cours de la dernière décennie, de nombreux pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est ont enregistré de forts taux de croissance économique, d'investissement et d'épargne. Ils ont maintenu l'inflation à un niveau proche de celui des pays de l'OCDE, enregistré des excédents budgétaires avant 1997, connu une montée en flèche des exportations avant 1996. Les grands déficits des comptes courants des années 90 ont été automatiquement financés par des prêts bancaires permettant une accumulation substantielle des réserves jusqu'en 1996, époque où les réserves brutes équivalaient à plus de six mois d'importation.

134. Le taux de change pratiquement fixe par rapport au dollar, combiné à des coûts de crédit interne plus élevés, a encouragé les emprunts à l'étranger pour financer les investissements internes. En raison de leur solide solvabilité, les banques étrangères ont consenti de tels crédits, même si, au cours de ces dernières années, les financements extérieurs ont eu tendance à s'intéresser aux crédits à court terme et non aux investissements directs étrangers. L'accès facile au crédit étranger a alimenté la montée en flèche du crédit qui, à son tour, a été canalisé vers la consommation et le secteur immobilier, créant ainsi une explosion des prix dans l'immobilier.

135. Quand le marché a commencé à basculer en 1996 et durant la première moitié de 1997, les autorités ont d'abord résisté en acceptant une dépréciation de la monnaie sans tenir compte de l'impact d'une telle mesure sur l'extrême vulnérabilité du système financier par rapport aux engagements libellés en monnaie étrangère. Défendre le taux de change suite au revirement du marché nécessitait un recours massif aux réserves, une longue période d'accroissement des taux d'intérêt et un contrôle des mouvements des capitaux. Toutefois, le 2 juillet 1997, les autorités ont finalement été obligées de recourir à un régime de gestion de taux de change flottants. Dans l'intervalle, la longue période de taux d'intérêt élevés et de ralentissement de l'activité économique a davantage affaibli le système financier et a eu de graves répercussions sur la capacité d'endettement, mettant ainsi à nu les coûts de l'ajustement économique qui a suivi le changement du régime de gestion des taux de change.

136. Trois enseignements peuvent être tirés de ce cycle expansion/récession du prix des actifs et de la crise monétaire qui s'en est suivie, conduisant à une crise économique et financière plus profonde:

i) le coût pour le système économique et financier aurait été moins élevé si les pays avaient permis une plus grande flexibilité des taux de change dans un délai moins long, à partir du moment où il était clair que le sentiment des investisseurs avait fondamentalement changé ;

ii) une politique fiscale prudente ne suffit pas à garantir la stabilité du déficit courant et la nature de son financement, même si ces éléments relèvent entièrement des agents du secteur privé. En général, ceux-ci réagissent aux signaux économiques, y compris les politiques officielles favorisant des taux de change stables ;

iii) enfin, les erreurs commises dans la surveillance du système financier peuvent être extrêmement coûteuses. Par voie de conséquence, les mesures tendant à la régulation et à la surveillance du système financier peuvent être une démarche judicieuse susceptible de générer des bénéfices économiques substantiels.

## 5.2 Prévention des crises

137. La prévention des crises s'articule autour des points suivants :

i) la pérennisation d'éléments fondamentaux fermes de l'économie grâce à des politiques macro-économiques prudentes, à des ajustements des taux de change, à une discipline fiscale et à une politique d'ouverture, demeure sans doute la condition préalable de la stabilité et d'une croissance durable à long terme ;

ii) un secteur financier fort, respectueux des meilleures pratiques internationales concernant les règles et principes directeurs de la prudence, mettant en place des capacités de contrôle efficace et disposant de réserves suffisantes pour faire face à une éventuelle perte de confiance ;

iii) la diffusion des informations de base sur la performance, les crédits, la rentabilité, etc., aussi bien des institutions financières que des entreprises. La transparence permet aux marchés de disposer d'informations fiables, crée la confiance et suscite une concurrence saine entre agents économiques ;

iv) une saine conduite des affaires publiques dans le secteur des entreprises et dans la prise de décisions pour veiller au libre jeu des forces du marché, à la consolidation des liens entre les entreprises, l'Etat et le secteur financier ;

v) un ordonnancement adéquat de la convertibilité des comptes des **opérations en capitaux** avec une gestion prudente de la dette extérieure, un système bancaire et financier sain, un marché de capitaux fort, une réduction du déficit budgétaire fiscal, un taux d'inflation bas et une stabilité macro-économique générale constituent des préalables pour garantir la convertibilité des comptes de capitaux ;

vi) une approche pragmatique et prospective de la prise de décision, tendant à examiner rapidement les problèmes pour que les décisions soient prises avec promptitude et les politiques appliquées avec célérité.

## VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

138. Dans le présent document, il est démontré que l'Afrique ne peut pas se couper du reste du monde. Cependant, si elle doit faire partie de la mondialisation, il lui faut se hisser à un certain niveau de développement afin de ne pas aggraver davantage la pauvreté des populations. Si l'Afrique veut tirer profit de la mondialisation, au lieu de se contenter de ce qu'on lui donne, elle doit s'industrialiser et fabriquer des produits compétitifs. En jetant un bref coup d'œil sur les efforts consentis par l'Afrique pour son industrialisation, on découvre que l'accent avait été mis sur la protection et l'efficacité à différents moments, mais jamais sur les deux en même temps. Afin de combiner les deux, le secteur privé est utilisé comme moteur de la croissance. Il est impossible de conclure sans admettre que les entreprises locales et les entreprises multinationales en Afrique ne disposent pas des capacités technologiques et des techniques de gestion susceptibles de les rendre compétitives au plan mondial.

139. A l'examen des différents entretiens et des publications nationales, on constate une divergence de vues concernant l'analyse coûts-avantages, les réussites et les résultats obtenus jusqu'à présent dans l'application des réformes. Cependant, force est de reconnaître que les différentes sous-régions africaines ont réussi à créer un cadre favorable au développement du secteur privé grâce à des programmes d'ajustement et de réformes. Il est possible, à partir des études de cas sur différents pays des différentes sous-régions, de retenir les éléments positifs qui améliorent l'environnement du secteur privé en Afrique. En effet, la participation du secteur privé est devenue presque un trait commun à l'Afrique. Des stratégies sont proposées pour être appliquées tant au niveau national que sous-régional et régional. Les organismes internationaux ont également un rôle à jouer.

140. La conclusion générale est que le secteur privé peut servir de moteur de croissance à condition qu'il existe et qu'il soit viable. Par conséquent, le rôle du gouvernement sera de fournir des mesures d'incitation adéquates pour encourager la croissance et le renforcement du secteur privé en Afrique. Le type de partenariat volontariste entre l'Etat et le monde des affaires en Asie de l'Est n'est matériellement pas applicable dans l'immédiat en Afrique subsaharienne, mais des mesures peuvent être prises dans ce sens ; une modeste tentative semble préférable au «laisser-faire» ou à la situation actuelle de méfiance. La stratégie présentée dans ses grandes lignes implique des changements profonds du rôle de l'Etat en tant que propriétaire et

exploitant, vers un rôle d'orientation et de régulation. La réussite de cette approche dépend des efforts de nombreux gouvernements pour mettre en place une administration économique compétente et souple, qui doit avoir une totale compréhension de l'effet d'instruments particuliers sur des secteurs spécifiques ou sur l'ensemble de l'économie. Il est également nécessaire de fixer les objectifs avec plus de clarté. A cette fin, il est proposé les recommandations suivantes :

6.1. Au niveau national

- a) La bonne gouvernance (participation populaire démocratique, respect des droits de l'homme et de l'état de droit, etc.) doit être instituée et institutionnalisée dans chaque pays africain afin de laisser libre cours à l'esprit de compétition.
- b) L'accélération au niveau national de la mise en place des agences pour le développement des investissements, dont l'utilité a été partout démontrée, renforcerait la participation des privés au développement.
- c) La multiplicité des tutelles, au niveau national, illustre l'absence d'harmonie et d'efficacité. Il faut éviter la dispersion des instruments de développement et d'assistance destinés au secteur privé.
- d) Les décideurs et les bailleurs de fonds devront conjuguer leurs efforts pour éliminer les obstacles majeurs qui freinent l'application des réformes capables d'engendrer le développement, et assurer le succès des programmes nationaux ou, mieux, garantir le côté positif de leurs contenus.
- e) Une meilleure politique commerciale et une démarche volontariste qui faciliteraient davantage la vente à l'étranger des produits nationaux compétitifs.
- f) Pour attirer l'investissement étranger direct, le gouvernement devrait d'abord mettre en place des mesures d'incitation novatrices afin d'encourager le rapatriement des capitaux africains placés à l'étranger et l'utilisation productive des ressources disponibles au niveau national. Aucune économie ne peut attirer des investisseurs étrangers si elle n'est pas favorable aux investisseurs locaux.
- g) La formation des compétences pour l'industrie devrait se faire en fonction des besoins spécifiques de chaque organisation, secteur ou pays. L'accent devrait être mis sur le renforcement des capacités des entreprises et la gestion des petites et moyennes entreprises.
- h) Les organismes directeurs et de contrôle du secteur public devraient être renforcés afin de leur permettre d'être à même d'assurer l'encadrement adéquat pour la coopération et la collaboration entre secteur public et secteur privé ;

i) Des valeurs culturelles concernant le dur labeur, l'intégrité et la solidarité devraient être introduites sur le lieu de travail afin de donner aux employés le sentiment de faire partie de l'équipe et accroître ainsi la productivité.

j) Des distinctions honorifiques et des prix au niveau national devraient être institués pour encourager les industries à utiliser les matières premières locales, à créer des emplois, à monter des PME et à préserver l'environnement.

k) Au lieu de s'inquiéter de la position des pays africains au sein du système industriel, l'Afrique doit chercher à sauver les unités existantes avant qu'elles ne parviennent au stade d'essoufflement, à élaborer des stratégies efficaces pour la transformation locale des matières premières agricoles et minières, à accélérer le développement des exportations et des PMI/PME, à renforcer les capacités de gestion des opérateurs économiques nationaux, à créer des établissements de formation et des centres d'information pour les PME et à mettre en place des systèmes d'appui financier pour le développement industriel.

- La création de petites entreprises peut favoriser la croissance et l'industrialisation. Il suffit de créer des services appropriés qui coordonnent les activités d'un réseau d'agences d'appui capables de fournir les ressources nécessaires, de former les petits entrepreneurs en gestion et comptabilité, d'offrir une assistance technique et de développer une politique de commercialisation propice à la création de petites entreprises.

- L'Etat peut réunir une équipe composée d'ingénieurs et de spécialistes en gestion chargés d'établir des liens avec les petits fabricants afin de leur présenter des technologies modernes et de chercher à résoudre les difficultés quotidiennes qu'ils rencontrent. Ainsi, une partie des stratégies d'industrialisation serait prise en compte par les autorités jouant le rôle qui est le leur.

l) Les industries établies devraient faire des efforts, en tenant compte de l'avantage comparatif de chaque pays, pour produire progressivement sur place les produits de base (aliments, vêtements, logements, etc.) afin de réduire le coût des importations.

m) Dans chaque type d'organisation africaine, un lien direct doit être établi entre le travail et la récompense, afin de réduire au minimum les effets destructeurs de la politique ethnociste sur le lieu de travail.

## 6.2. Aux niveaux sous-régional et régional

a) Les gouvernements africains, par le biais d'initiatives et d'encouragements, devraient collaborer étroitement avec le secteur privé pour mettre en place un réseau de producteurs, de formateurs, de chercheurs, de financiers et d'experts en étude de marché dans le but d'obtenir la production désirée et de donner ainsi à l'économie



africaine la confiance dont elle a besoin pour combler son retard vis-à-vis de l'économie mondiale.

b) Le secteur privé doit participer à toutes les discussions sur la fiscalité et à toutes les réunions des organisations intergouvernementales africaines (OIG). Il faudra entreprendre, en coopération avec le secteur privé des pays de la même sous-région, des études mieux conçues pour déterminer, filière par filière, les besoins réels d'ajustement et les mesures d'accompagnement à mettre en place au plan fiscal. En attendant qu'une réforme fiscale profonde soit imposée à tous les pays membres d'une même OIG, une fiscalité uniforme adaptée au secteur informel doit être élaborée et appliquée à tous les pays membres ; les niches au niveau national visant à produire des recettes fiscales supplémentaires non autorisées doivent être dénoncées et rejetées.

c) L'harmonisation des réglementations tendant à réduire les distorsions de concurrence entre les entreprises des pays membres et l'application du droit des affaires harmonisé en synergie avec les organisations existantes dans d'autres sous-régions et même au niveau continental, demeurent des éléments important de la croissance de l'économie africaine. La création du marché financier régional et la redynamisation de la mobilisation de l'épargne intérieure permettent la diversification des sources de financement et offrent aux entreprises une alternative aux seules institutions bancaires. Pour atteindre ces objectifs, la solidarité et un comportement nouveau du secteur privé africain sont nécessaires.

d) L'Afrique doit mettre l'accent sur le renforcement des capacités, sur la coopération et la collaboration du secteur public et du secteur privé. A cet égard, les stratégies suivantes peuvent être considérées :

- le renforcement permanent des capacités de l'Etat pour l'établissement d'entreprises compétitives et l'instauration d'un environnement favorable au succès des entreprises, particulièrement des PME ;
- la création de réseaux visant à venir en aide au secteur privé des pays aux économies faibles, notamment pour avoir accès aux marchés, aux technologies et aux autres opportunités ;
- les encouragements au secteur privé à travers des mesures fiscales et monétaires, des récompenses, des distinctions d'ordre national, etc. et des mesures d'incitation pour qu'il s'engage dans des programmes sociaux tels que la protection de l'environnement, la création d'emplois bien rémunérés, la création de petites entreprises, etc. ;
- le suivi attentif du développement de la recherche et de la technologie locale pour la consolidation du secteur industriel.

e) L'intégration sous-régionale/régionale devrait être encouragée et assurée au niveau continental dans le cadre d'un réseau (marchés, investissements, infrastructures et services de production, communications, etc.) comme partie intégrante du développement.

f) Les Organisations intergouvernementales qui existent dans les sous-régions et au niveau intercontinental doivent tout mettre en œuvre pour accélérer la mise en application des différents protocoles signés par les Etats membres, particulièrement en ce qui concerne la libre circulation des personnes, du commerce et des investissements à travers les frontières nationales.

g) L'OUA et la BAD peuvent entreprendre des négociations avec certains pays développés concernés en vue de trouver les voies et moyens pour que les Africains rapatrient leurs capitaux et les réinvestissent en toute quiétude dans le développement industriel de l'Afrique.

h) L'instauration de pratiques de bonne gouvernance dans les pays membres permettrait d'effacer la mauvaise image que l'Afrique traîne au sein de la communauté internationale.

i) A long terme, avec une économie africaine possédant d'importantes réserves en ressources naturelles et humaines et ayant une politique d'intégration économique, l'industrialisation et la compétitivité globale devraient, à l'orée du troisième millénaire, compter parmi les grandes priorités. Il est possible de parvenir à l'intégration économique, à l'industrialisation et la compétitivité de l'ensemble du continent en :

- encourageant les industriels en Afrique à créer des transnationales et à multiplier les petites unités industrielles à travers l'Afrique pour répondre aux besoins des populations ;
- regroupant les recherches et les technologies locales et étrangères pour créer de petites unités industrielles et attirer les ressources des africains de la diaspora et des étrangers vers l'Afrique, capable d'offrir des avantages comparatifs au même titre que les autres continents.

### 6.3. Au niveau de la Commission régionale (CEA)

141. La CEA devrait assister les Etats membres dans la mise en place et le renforcement des institutions d'appui aux petites et moyennes entreprises, aux micro-entreprises et au secteur informel.

## ANNEXE

**VISION : APPROCHE INTEGREE DE LA CONCEPTION ET DE LA MISE EN ŒUVRE DES  
POLITIQUES ET MECANISMES EN ASIE DE L'EST**

⑨	Intégration régionale	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Facilite la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux</li> <li>◆ Favorise et protège les investissements au sein de l'ASEAN grâce à l'établissement de co-entreprises, la mise en commun des ressources et la mise en place d'infrastructures communes aux pays de l'ASEAN</li> </ul>
⑧	Administration économique Compétente	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Nécessité de fixer des objectifs clairs</li> <li>◆ Nécessité d'avoir une parfaite compréhension de l'effet d'instruments particuliers sur des secteurs spécifiques et sur l'ensemble de l'économie</li> </ul>
⑦	Mesures favorisant l'épargne	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Accès facile au crédit</li> <li>◆ Taux d'intérêt réel positifs</li> <li>◆ Avantages fiscaux et subventions (en faveur des institutions financières)</li> </ul>
⑥	Appui aux PME	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Renforcer les entreprises locales par un appui approprié sous forme de formation, de structures de ventes, d'accès au crédit, à l'information et aux technologies</li> </ul>
⑤	Développement des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Affecter davantage de ressources à l'éducation de base et à l'enseignement supérieur</li> <li>◆ Mettre l'accent sur la formation professionnelle et l'ingénierie</li> </ul>
④	Stratégies d'accroissement des Exportations	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Libéralisation des échanges</li> <li>◆ Développement de l'exportation de produits manufacturés</li> <li>◆ Ouverture aux investissements technologiques étrangers</li> </ul>
③	Réformes économiques	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Réduire la taille du secteur public</li> <li>◆ Créer un environnement favorable</li> <li>◆ Améliorer la compétitivité des entreprises locales</li> </ul>
②	Gestion macro-économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Taux d'inflation bas</li> <li>◆ Dette extérieure réduite</li> <li>◆ Taux de change compétitifs</li> </ul>
①	Partenariat entre secteurs Public et privé par le Truchement des Conseils de Délibération	